

Les Emplois francs Présentation

22 novembre 2019

Véronique PAILLIEUX
Service Emploi-RH
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE
PARIS
vpailieux@cci-paris-idf.fr
Tel : 01 55 65 49 66



Ce projet est cofinancé
par le Fonds social européen
dans le cadre du programme
opérationnel national
« Emploi et Inclusion » 2014-2020



Le constat



emplois francs
LA COMPÉTENCE AU CŒUR DE NOS QUARTIERS

Vous êtes chef d'entreprise ou à la tête d'une association ? Vous souhaitez recruter ?
Profitez du dispositif emplois francs !

Jusqu'au 31 décembre 2019, sachez qu'en embauchant un demandeur d'emploi, qui réside dans l'un des quartiers prioritaires de la politique de la ville éligibles aux emplois francs, vous pouvez bénéficier, quel que soit son âge et son niveau de diplôme, d'une aide de l'Etat.

- 15 000 € sur 3 ans pour une embauche en CDI
- 5 000 € sur 2 ans pour une embauche en CDD d'au moins 6 mois

Pour tout savoir sur les conditions à remplir et les quartiers éligibles : <https://emploi.gouv.fr/emplois-francs>

emplois francs **pôle emploi**

Ministère de l'Économie, des Entreprises et des Territoires
Ministère de l'Éducation Nationale
Ministère de l'Intérieur
Ministère de la Santé
Ministère de la Justice
Ministère de la Culture
Ministère de l'Environnement
Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies
Ministère de l'Outre-Mer
Ministère de la Transition Écologique et Solidaire
Ministère de la Fonction Publique
Ministère de la Défense
Ministère de l'Armement
Ministère de la Justice
Ministère de l'Économie, des Entreprises et des Territoires
Ministère de l'Éducation Nationale
Ministère de l'Intérieur
Ministère de la Santé
Ministère de la Justice
Ministère de la Culture
Ministère de l'Environnement
Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies
Ministère de l'Outre-Mer
Ministère de la Transition Écologique et Solidaire
Ministère de la Fonction Publique
Ministère de la Défense
Ministère de l'Armement

LE CONSTAT

- Le taux de chômage dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville reste très élevé, proche de 25 %, soit **plus de deux fois et demi le taux de chômage national**.
- Les difficultés d'accès à l'emploi touchent toutes les catégories des résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) : les personnes peu qualifiées, mais aussi les personnes diplômées. **Les compétences sont là.**
- A niveau de formation comparable, les habitants des QPV ont souvent un emploi moins qualifié que ceux de leur agglomération.

De nombreuses études démontrent l'existence d'attitudes discriminantes à l'embauche **liées au lieu de résidence.**

LE PRINCIPE

Des talents à recruter dans les quartiers prioritaires

Les emplois francs consistent en une aide financière versée à tout employeur privé qui recrute un demandeur d'emploi résidant dans l'un des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Un dispositif expérimental lancé le 1^{er} avril 2018 et étendu 12 mois après et généralisé à l'ensemble des QPV au 1^{er} janvier 2020

Entreprises éligibles



BÉNÉFICIAIRES

Toutes les entreprises et toutes les associations affiliées à l'assurance chômage, mentionnées à l'article L. 5134-66 du Code du travail, peuvent recourir aux emplois francs.



Les entreprises ou associations peuvent être établies sur tout le territoire national.



Ne peuvent pas recourir aux emplois francs :

- les particuliers employeurs ;
- tous les employeurs publics, notamment les établissements publics administratifs (EPA), les établissements publics industriels et commerciaux (EPIC) et les sociétés d'économie mixte (SEM).

ENTREPRISES ÉLIGIBLES

Les conditions à remplir :

- Etre à jour de ses obligations sociales et fiscales
- Ne pas avoir procédé, dans les six mois précédant l'embauche, à un licenciement pour motif économique sur le poste pourvu par le recrutement en emploi franc. L'employeur doit rembourser le cas échéant à l'État l'intégralité des sommes qui ont été perçues au titre de l'aide financière s'il apparaît que le recrutement d'un salarié en emploi franc a pour conséquence le licenciement d'un autre salarié ;
- Ne pas bénéficier d'une autre aide de l'État à l'insertion, à l'accès ou au retour à l'emploi versée au titre du salarié recruté en emploi franc
- Le salarié recruté en emploi franc ne doit pas avoir appartenu à l'effectif de l'entreprise au cours des six derniers mois précédant la date d'embauche et il doit être maintenu dans les effectifs de l'entreprise pendant au moins six mois à compter du premier jour d'exécution du contrat.





Cas dérogatoires à la règle selon laquelle un salarié recruté en emploi franc ne doit pas avoir appartenu à l'effectif de l'entreprise au cours des six derniers mois précédant la date d'embauche.

Une entreprise ayant eu recours à un intérimaire peut le recruter dans le cadre d'un emploi franc ;

Une entreprise peut recruter en emploi franc une personne auparavant embauchée, même dans les six mois précédents, en contrat d'apprentissage, en contrat de professionnalisation ou en contrat unique d'insertion ;

Une entreprise peut recruter en emploi franc une personne auparavant embauchée, même dans les six mois précédents, en contrat à durée déterminée (CDD), si cette personne remplace un salarié absent ou dont le contrat de travail est suspendu

Qui recruter ?



QUI RECRUTER ?

Il faut recruter :

- 1 demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi en catégorie 1, 2, 3, 6, 7 ou adhérent à un contrat de sécurisation professionnelle
- Habitant au moment du recrutement un QPV ELIGIBLE
- Quels sont les QPV éligibles?

En France, 740 QPV sont éligibles sur 13 territoires

En Ile de France , ce sont depuis avril 2019 l'ensemble

des Quartiers Prioritaires de la Ville (272 QPV franciliens). Ce sont plus de **200 000 demandeurs d'emploi qui sont concernés** en Ile-de-France.

1^{er} janvier 2020 extension à tous les QPV (soit 1500)



Pour connaître [les QPV éligibles](#) et un [vérificateur d'adresse](#) est à votre disposition.

La personne que vous voulez recruter doit résider, au moment de la signature du contrat, dans l'un des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) des 13 territoires suivants :

- région Hauts-de-France ;
- région Île-de-France ;
- département des Ardennes ;
- département des Bouches-du-Rhône ;
- département de la Haute-Garonne ;
- département du Maine-et-Loire ;
- département du Vaucluse ;
- département de la Guadeloupe ;
- département de la Guyane ;
- département de la Martinique ;
- département de Mayotte ;
- département de La Réunion ;
- collectivité d'outre-mer de Saint-Martin.

QUI RECRUTER

Remarque

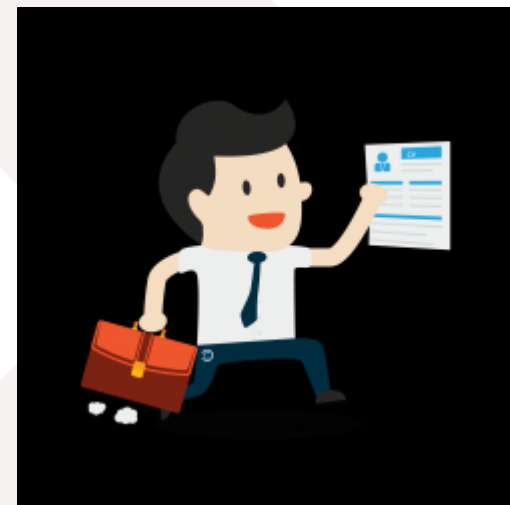
- Les conditions d'éligibilité doivent être vérifiées par l'employeur sur la base des informations transmises par le salarié, à savoir l'attestation d'éligibilité de Pôle emploi ainsi qu'un justificatif de domicile.

Remarque

- Les conditions d'éligibilité (statut de demandeur d'emploi, résidence en QPV éligible) sont appréciées à la date de signature du contrat de travail. Par conséquent, le déménagement de la personne au cours de son contrat n'a pas d'impact sur le bénéfice de l'aide.

Remarque

- Si ces conditions sont remplies, vous pouvez recruter un demandeur d'emploi en emploi franc quel que soit son âge, son niveau de diplôme, son ancienneté à Pôle Emploi, sa rémunération ou son temps de travail au moment de l'embauche, et quel que soit le poste



CONTRAT DE TRAVAIL

Embaucher cette personne en CDI ou en CDD d'au moins 6 mois ; à temps plein ou temps partiel (**l'aide est alors proratisée en fonction du temps de travail**).



Quelle aide ?



Le montant de l'aide pour l'embauche d'un salarié en emploi franc à temps complet est égal à :

- **15 000 € sur 3 ans** (5 000 € par an) pour une embauche en CDI
- **5 000 € sur 2 ans** (2 500 € par an) pour une embauche en CDD

Le montant de l'aide est proratisé en fonction :

- de la durée effective du contrat de travail (CDD – 6 mois) ;
- de la durée de travail hebdomadaire, lorsque cette durée est inférieure au temps plein ;
- des périodes d'absence du salarié qui n'ont pas donné lieu au maintien de sa rémunération.

AIDE FINANCIÈRE

À quelle fréquence et selon quelles modalités l'aide est-elle versée ?

L'aide de l'État est due à compter du premier jour d'exécution du contrat de travail.

Elle est versée à un rythme semestriel à terme échu.

Chaque versement est effectué sur la base d'une déclaration d'actualisation semestrielle de l'employeur justifiant la présence du salarié, transmise à Pôle emploi.

La déclaration mentionne le cas échéant les périodes d'absence du salarié qui n'ont pas donné lieu au maintien de la rémunération.

Remarque

Dans le cas où le contrat de travail est rompu dans les six premiers mois, aucune aide n'est versée à l'employeur, et ce même si la rupture est à l'initiative du salarié recruté.

Si la rupture intervient après 6 mois pour un CDD d'une durée supérieure ou pour un CDI, l'aide versée est proratisée en fonction de la durée effective du contrat de travail.

Remarque

Le défaut de production de la déclaration d'actualisation semestrielle *dans le délai de deux mois suivant l'échéance de chaque semestre d'exécution* du contrat entraîne la perte du droit au versement de l'aide au titre de cette période.

Le défaut de production de la déclaration d'actualisation semestrielle *dans le délai de quatre mois suivant l'échéance de chaque semestre d'exécution* du contrat entraîne la perte définitive du droit au versement de l'aide.

En cas de transformation / modification du contrat de travail ayant ouvert droit à l'aide ou de succession de contrats, l'entreprise peut-elle continuer à bénéficier de l'aide ?

- **Cas d'un renouvellement de CDD ayant ouvert droit au bénéfice de l'aide ?**

OUI poursuite du versement de l'aide au-delà de la durée du contrat initial lorsque le CDD ayant ouvert droit à l'aide est renouvelé pour une durée d'au moins six mois, dans la limite totale de deux ans.

- **Cas d'une succession de CDD**

OUI poursuite du versement de l'aide dans le cas où un CDD d'une durée d'au moins six mois succède immédiatement à un CDD ayant ouvert droit au bénéfice de l'aide, dès lors que le nouveau contrat débute au plus tard 7 jours après le précédent. La limite totale de deux ans est également applicable.

- **Cas d'une embauche en CDI à l'issue d'un CDD ayant ouvert droit au bénéfice de l'aide,**
OUI poursuite de l'aide, dans la limite totale de trois ans. Le délai entre la fin du CDD et le début du CDI doit être inférieur ou égal à 7 jours. Le montant de l'aide versée au titre de la période effectuée dans le cadre du CDI est revalorisé (le montant de référence s'élevant à 5 000 € par an pour un CDI, contre 2 500 € par an pour un CDD).

Quelles formalités ?



FORMALITÉS ET JUSTIFICATIFS

Faire une demande d'aide auprès de Pôle emploi dans un délai de trois mois suivant la date de la signature du contrat.



Il faut remplir le formulaire [ci-joint](#) Et le retourner à Pôle emploi Services accompagné des pièces justificatives suivantes, à demander à la personne que vous souhaitez embaucher :

- une attestation d'éligibilité "Emplois francs" délivrée par Pôle emploi datant de moins de 2 mois ;
- un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois.

FORMALITÉS ET JUSTIFICATIFS

Salarié à l'employeur :

- attestation d'éligibilité « emplois francs » disponible sur l'espace personnel du demandeur d'emploi ou délivrée par son conseiller Pôle emploi ;
- justificatif de domicile de moins de trois mois au choix dans la liste suivante : - certificat d'imposition ou de non-imposition ; - quittance d'assurance pour le logement (incendie, risques locatifs ou responsabilité civile) ; - facture de gaz, d'électricité ou de téléphone fixe ; - titre de propriété ou quittance de loyer - l'attestation d'élection de domicile
- si le salarié habite chez un tiers : - pièce d'identité de la personne chez qui le salarié est hébergé ; - justificatif de domicile de la personne chez qui le salarié est hébergé (voir ci-dessus) ; - attestation d'hébergement établie par la personne qui héberge le salarié à son domicile.

L'employeur au moment de la demande d'aide • Copie de l'attestation d'éligibilité « emplois francs » délivrée au demandeur d'emploi par Pôle emploi • Copie du justificatif de domicile

L'employeur au moment de la déclaration d'actualisation semestrielle • Copie du dernier bulletin de salaire

LE CLUB «Paris une chance, les entreprises s'engagent »

Recruter autrement

Quelques mots de présentation

Club "Paris, une chance. Les
entreprises s'engagent !"

Recruter autrement



Vous menez des actions en faveur de l'inclusion
par l'emploi au sein de votre entreprise ? Vous
souhaitez partager vos expériences entre pairs ?
Rejoignez le club parisien des entreprises
inclusives.



UN RENDEZ VOUS A NE PAS MANQUER

WWW.FORUM-ALTERNANCE.FR

EN PARTENARIAT AVEC

LE FIGARO étudiant 20 ANS REBONDIR

FORUM DE L'ALTERNANCE

25^e ÉDITION - LES 28/29 AVRIL 2020

Prenez votre avenir en main :
10 000 CONTRATS À SAISIR !

DE 10H À 18H
ATELIERS & CONFÉRENCES
ENTRÉE LIBRE



Cité des sciences et de l'industrie de Paris - M° Porte de la Villette

ENEZ NOUS REJOINDRE
POUR L'ÉDITION 2020

01 55 65 49 63

[Un site](#)



**Merci
Pour
Votre
Attention
!**